

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 38 (2011)
Heft: 4: Élections parlementaires 2011

Artikel: Interview : "Entre sentiment d'infériorité et mégalomanie"
Autor: Engel, Barbara / Lettau, Marc / Kohler, Georg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911927>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Entre sentiment d'infériorité et mégalo manie»

Selon Georg Kohler, professeur de philosophie politique, la Suisse est confrontée à un problème majeur: elle doit trouver un moyen de procéder d'urgence à des réformes nécessaires sans pour autant perdre son identité. Pour le moment, c'est toujours Christoph Blocher qui domine la vie politique suisse. Georg Kohler le croit capable de beaucoup de choses.

Interview par Barbara Engel et Marc Lettau.

«REVUE SUISSE»: Les observateurs politiques ont annoncé depuis longtemps déjà que la campagne électorale 2011 serait la plus chère de tous les temps et qu'elle serait bien plus marquée par la polémique que par l'objectivité. Il reste encore trois mois avant les élections. Quel est votre jugement actuel sur la campagne?

GEORG KOHLER: Les craintes sur la polémique et le manque d'objectivité étaient prévisibles. Quoi qu'il en soit, elles ne sont pas encore trop graves. Mais il est clair que la communication politique a bien changé. À mon avis, la culture politique suisse classique est remise en question.

Quelles en sont les causes?

L'argent joue un grand rôle, même si ce fait est toujours contesté. Avec l'équilibre des rapports de force, c'est-à-dire à presque 50/50, il est alors décisif de pouvoir rallier 1 ou 2% des électeurs à sa cause. Et c'est en mobilisant, plus qu'en argumentant, qu'on peut y arriver. Pour mobiliser, il faut de l'argent et l'argent est actuellement très mal réparti sur l'échiquier politique suisse. La droite nationale conservatrice compte des gens prêts à mettre des milliards – eh oui, ce sont bien des milliards – pour attirer l'attention et atteindre leurs objectifs.

Vous parlez d'attirer l'attention. Un événement comme Fukushima qui a fortement retenu l'attention, aura-t-il une influence sur la campagne ou n'aura-t-il qu'un effet à court terme?

Je présume que Fukushima va influencer les élections de cet automne d'une manière ou d'une autre. Mais ce n'est qu'une supposition. Ce qui me paraît clair, c'est que le mouvement vert libéral est une tendance à long terme. Ce mouvement, qui réunit des écologistes bourgeois et favorables à une

économie de marché mais préoccupés par la limite des ressources et sensibles à l'intérêt général, «profite» actuellement de l'effet Fukushima. À l'inverse, la droite nationale conservatrice, clairement pronucléaire, a dû mettre un bémol à sa position après Fukushima.

D'après les derniers sondages, ce que vous qualifiez de bémol n'a eu jusqu'à présent qu'une faible influence sur la faveur des électeurs.

C'est vrai. Mais il ne faut pas oublier que si la droite nationale conservatrice a certes obtenu plus de 50% de oui lors de certaines votations, dépasser 30% aux élections est malgré tout très difficile. Le fait est que ceux qui aujourd'hui ne votent pas pour la droite conservatrice, autrement dit pour l'UDC, sont contre elle. Ce qui signifie aussi que, malgré ses fortes divisions actuelles, le

centre a toujours en commun d'avoir le même adversaire. Affirmer que la droite nationale conservatrice serait majoritaire au sein de la population est une erreur. Cela n'est vrai que ponctuellement. Par ailleurs, il me semble que

l'aversion de ceux qui ne votent pas pour l'UDC augmente à vue d'œil.

Vous avez évoqué le centre et ses divisions. Que peut-on attendre des partis centristes?

Il y a foule au centre, c'est un fait. Cela dit, ce n'est pas parce que la droite ou la gauche poussent vers le centre mais parce que de nouveaux mouvements et partis ont vu le jour. Il y a plusieurs choses à dire sur les partis centristes traditionnels. Au PDC, qui se regroupe finalement autour de son origine religieuse, il y a – si l'on observe l'ancienne base électorale – de puissantes forces centrifuges qui se décomposent en une ligne urbaine et sociale-chrétienne, et rurale et

traditionnelle. Le PLR, pour sa part, en perte de vitesse depuis 30 ans, se trouve désormais en forte concurrence avec les Verts libéraux. L'aversion contre ce parti de vieux seigneurs s'exprime clairement. Parallèlement, je note l'évolution du PBD, qui est en fait une scission des forces modérées de l'UDC. Le PBD est en effet issu des bastions traditionnels de l'UDC à Berne, dans les Grisons et en partie à Glaris.

Les électeurs veulent savoir quel sera l'avenir politique de la Suisse mais les partis centristes ne se positionnent pas clairement et ne donnent aucune réponse.

La question décisive est la suivante: comment préserver l'identité suisse tout en effectuant des ajustements qui remettent fortement en question ce que l'on pourrait appeler le consensus helvétique de base? La réponse est tout sauf simple. Revenons un peu en arrière: de 1950 à 1990, la Suisse a merveilleusement bien fonctionné. C'était l'époque de la guerre froide, lorsque nous étions officiellement neutres mais de toute évidence protégés par l'OTAN. Nous avons connu un franc succès avec cette politique de la schizophrénie systématique.

Et depuis, aucun parti politique n'a ouvert de nouvelle voie?

Il est évident pour beaucoup de Suisses que la plupart des problèmes ne se posent plus sur le plan national mais supranational et doivent être résolus à ce niveau. L'armée suisse en est un bon exemple. Elle existe encore mais ne vaut plus rien en son état actuel. Elle devrait d'urgence se rallier à un regroupement car les forces adverses sont devenues trop grandes. La schizophrénie entre la représentation (un État suisse petit, autonome et déjà quasi autarcique) et la réalité selon laquelle nous sommes complètement intégrés dans le contexte international a fonctionné avec succès jusqu'en 1990 «à la faveur» de la guerre froide. La contradiction a éclaté plus



QUI EST GEORG KOHLER?

Georg Kohler a étudié la philosophie et le droit à Zurich et à Bâle. Il a été professeur de philosophie à l'Université de Zurich de 1994 à 2011. Depuis, il est professeur invité à l'Université technique de Dresde. Son principal domaine de recherche est la philosophie politique. Il a vécu à Vienne de 1981 à 1991, puis à Munich entre 1992 et 1994. Il a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Scheitert die Schweiz? Eine szenische Befragung* (1998), *Über das Böse, das Glück und andere Rätsel. Zur Kunst des Philosophierens* (2005), *Bürgertugend und Willensnation. Über den Gemeinsinn und die Schweiz* (2010).

tard. À présent, un besoin d'orientation et d'identité est né. Les partis devraient se charger de trouver et de déclarer une nouvelle voie. Mais aucun d'eux n'y parvient. Christoph Blocher et son UDC ne cessent de recourir à l'image de la Suisse entre 1950 et 1990, qui est certes totalement déconnectée de la réalité politique mais qui plaît à bon nombre de Suisses et les rassure. Aujourd'hui, alors que l'UE est en difficulté, on peut enfin vraiment affirmer que nous aurions choisi la bonne voie.

L'argent est actuellement très mal réparti sur l'échiquier politique suisse.

Dans la campagne électorale, l'UDC dépeint une Suisse fortement menacée de l'extérieur. D'après vous, quelles sont les principales menaces pour la Suisse?

La Suisse est avant tout menacée par son incapacité à se réformer. Toutefois, on constate que la Suisse a toujours réussi par le passé à se réformer ou à s'adapter à temps. Si je devais définir l'état d'esprit de la Suisse, je dirais qu'elle hésite entre un sentiment d'infériorité et la mégalo manie.

Il faut savoir que notre sentiment de faire partie d'une même communauté provient surtout de notre refus d'appartenir à un autre pays, que ce soit l'Allemagne, l'Autriche, la France ou l'Italie. Ce qui est un pouvoir d'union plutôt précaire. Quoi qu'il en soit, nous ne devons jamais oublier que l'unité de notre pays découle de la conscience légitime d'être une vraie démocra-

tie. En outre, certains cercles prennent aussi un malin plaisir à se réjouir du malheur des autres. Ce sentiment est renforcé dès lors que l'on pense que les autres sont dangereux et n'en veulent qu'à notre argent parce qu'ils sont eux-mêmes dans la mouise.

Quelles seront les répercussions de cet état d'esprit entre sentiment d'infériorité et mégalo manie sur les prochaines élections?

Je ne crois pas qu'on connaisse un changement brutal et une réorganisation totale. Quand bien même le système présente des fractures dangereuses, comme les tensions sociales nées de la stratégie de polarisation. S'il existe des polarisateurs de droite, il y en a aussi à gauche qui copient cette stratégie, sans oublier le centre qui ne s'est pas encore trouvé ni organisé. La tactique actuelle

d'exagération dans la bataille pour les voix pourrait susciter des divisions et des accrocs pouvant menacer à long terme la structure de concordeance.

Vous pensez donc qu'il est possible que le système de gouvernement de concordeance éclate après les élections et que nous ayons un gouvernement de coalition et une opposition après les élections au Conseil fédéral en décembre?

Je pense qu'il est possible que, dans un premier temps, la concordeance disparaîsse après les élections et qu'à partir de 2012 nous ayons une coalition de centre droite ou de centre gauche et une opposition. Mais ça ne fonctionnera pas bien. En effet, les structures de base de la Suisse associées aux institutions politiques et aux droits du peuple pourraient provoquer un blocage dangereux. Mais c'est parfois en se trompant qu'on apprend. C'est ce que j'appelle «l'apprentissage par catastrophe».

À votre avis, quelle est la probabilité que cela arrive?

Si l'UDC totalise plus de 30 % des voix, les chances sont vraiment fortes. La question de la personne sera alors probablement décisive: que deviendra la conseillère fédérale PBD Evelyne Widmer-Schlumpf? Selon la décision du parlement, le PS ou l'UDC quitterait le Conseil fédéral. Et voilà le cadeau!

Le rôle des centres, ou forces de la raison comme ils aiment à se présenter eux-mêmes, serait alors presque nul?

Nous ne sommes pas dans une phase de rapports clairs ou de rapports évoluant clairement. Nous nous trouvons dans une zone de fortes turbulences et de courants violents. Dans ce contexte, il me semble qu'une tendance se détache nettement entre toutes ces différentes forces: on voit bien qu'une politique d'exploitation effrénée des ressources naturelles nous met en difficulté. En outre, on est de plus en plus conscient que nous ne pouvons pas maintenir notre système financier qui crée toujours plus d'argent à partir de rien. Enfin, je crois en la raison humaine et je pense que

nous sommes des êtres capables d'apprendre. Mais réagira-t-on assez vite?

Vous l'avez déjà dit, seule, la Suisse ne peut pas obtenir grand-chose. Comment voyez-vous à long terme la relation de la Suisse avec l'UE?

Je tiens à clarifier un point au préalable: si l'UE, qui connaît actuellement de gros problèmes, devait éclater, la Suisse en souffrirait aussi fortement. Nous n'en ressortirions pas indemnes. Si l'UE reste en place, ce que je suppose, il est clair que la position de la Suisse va s'affaiblir. C'est ce que nous pouvons d'ores et déjà constater. Je trouve tota-

lement déplacés les reproches et critiques à l'égard de l'UE, comme ceux formulés récemment par la ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey. En réfléchissant de manière rationnelle, on se rend bien compte que

l'UE n'a pas besoin de torturer la Suisse, il suffit que Bruxelles s'abstienne d'agir. Car fondamentalement, nous sommes plus demandeurs d'UE que l'inverse. Pour parler en images, l'éléphant qu'est l'UE peut tout simplement fouler les accords bilatéraux et c'est alors nous qui avons un problème.

Avec le gouvernement de coalition et l'opposition que vous venez de décrire, nous nous retrouverions obligatoirement dans cette situation?

Je peux aussi imaginer que le grand réaliste qu'est Christoph Blocher, s'il dirigeait au premier plan ou au second plan avec un gouvernement de centre droite, pourrait dire: «OK, faisons maintenant ce qui est inévitable.» On peut l'en croire capable. Mais cela ne résout pas pour autant les problèmes majeurs de la Suisse. La question des réformes en lien avec certaines coupes dans la démocratie directe reste sans réponse.

Vous présentez Christoph Blocher comme la seule personnalité suisse qui puisse décider dans presque tous les domaines.

Pour ce qui est de Christoph Blocher, la seule chose que je puisse dire c'est qu'il aura le parti en main tant qu'il vivra. Cela ne fait aucun doute et peut durer encore quelques années. Le jour où il ne sera plus leader, le parti ne tardera pas à se scinder. L'UDC pré-

sente tous les avantages et les inconvénients d'un mouvement politique très fortement centré sur un leader. Mais l'histoire nous montre que lorsqu'un chef politique puissant avec un tel charisme disparaît, il laisse toujours un vide derrière lui. Il n'y aura personne capable de remplacer Blocher. L'UDC est unie autour de la personnalité de Blocher et de son argent. Mais je tiens à souligner une chose: Blocher est un démocrate, il ne peut en être autrement avec les institutions suisses. Après son départ, son parti devra aussi très probablement apprendre de ses erreurs. Blocher représente donc en fait un danger bien plus grand pour son parti que pour la Suisse.

Quelles sont les conséquences des évolutions politiques actuelles pour les Suisses vivant à l'étranger?

À l'étranger, les Suisses aiment à se raccrocher à de vieux clichés sur leur pays natal. Mais d'après mon expérience, le plus souvent, les gens qui partent à l'étranger sont mobiles, intéressés et capables de distinguer de nouveaux contextes. Ce sont donc des gens qui soutiennent les adaptations dont la Suisse a besoin. En plus, bon nombre d'entre eux vivent dans des pays européens et savent donc que ces pays n'ont pas perdu leur souveraineté en adhérant à l'UE. Il est faux de prétendre que les États de l'UE ne sont que des vassaux de Bruxelles.

Le ton de la campagne électorale s'est envenimé au cours des dernières semaines, notamment avec une annonce de l'UDC qui a fait grand bruit et qui s'intitulait «Ivan S. peut continuer de violer. Voilà ce que veulent la gauche, les bienfaisans et leurs experts.» Devons-nous tout simplement nous habituer à ce type de culture politique?

Non, non et non. Cette annonce est nuisible, fausse, démagogique et dangereuse. On ne peut pas continuer comme ça. Ce n'est pas encore devenu la règle et il s'agit ici d'un faux pas. Si cela devait se reproduire plus souvent, je suis d'avis que tous ceux qui tiennent à la culture politique suisse prennent la parole. Une manière de faire aussi brutale ne saurait être acceptée en silence.